

UNITED NATIONS
United Nations
Organization
Mission in the
Democratic
Republic of the Congo



NATIONS UNIES
Mission de
l'Organisation
des Nations Unies en
République
Démocratique du
Congo

**TRANSCRIPT DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU REPRÉSENTANT
SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES POUR LA RDC. M.
NAMANGA NGONGI**

(Bunia, 19 mars 2003)

Note introductive .

Bonjour,

Je suis heureux de voir autant de journalistes ici au Bunia. C'est la première fois que j'anime une conférence de presse hors de notre siège. Je pense que Bunia mérite cette primeur parce que comme vous l'avez constaté vous-mêmes, la population est ravie de voir qu'il est possible de rétablir la sécurité dans l'Ituri. Hier vous aviez pris part à la cérémonie de signature de cessation des hostilités qui a été laborieusement négociée durant plusieurs mois pour convaincre les gens de la nécessité d'avoir un accord de cessation des hostilités. C'est le début. L'objectif final, c'est de voir s'installer en Ituri une administration locale reconnue et acceptée par tous, une administration où toutes les communautés seront représentées. C'est cela l'essentiel.

Mais avant d'y arriver, il faut que la Commission de pacification de l'Ituri prévue dans l'Accord de Luanda, avec les amendements et les changements de calendrier qui ont eu lieu depuis, puisse se réunir pour créer cette administration locale. Il est prévu que soit lancée le 1^{er} avril 2003 cette Commission de Pacification de l'Ituri. Demain 20 mars, vont commencer les travaux du Comité préparatoire. Nous espérons que dans trois ou quatre jours, ce comité aura laboré un programme de travail et pourrait être même de désigner les représentants des différentes communautés en consultation avec les communautés concernées pour faire en sorte qu'elles soient réellement représentées.

Tout cet effort a été approuvé et appuyé par le Conseil de Sécurité et par le Secrétaire Général des Nations Unies, Kofi Annan. L'Accord de Luanda donne l'opportunité de rétablir, ici dans l'Ituri, la sécurité et la stabilité . Sans la sécurité , il n'y aura pas de stabilité . Ainsi, si l'on arrivait même créer des institutions de transition au niveau national, l'Ituri demeurerait toujours un problème pour la RDC. Nous espérons qu'avec cet accord, l'Ituri va contribuer stabiliser la RDC, car si l'Ituri est stable, cela pourra avoir un effet positif sur le reste du pays.

Je vous laisse poser vos questions.

Je vous remercie.

Questions-réponses

- **Le Potentie/Kinshasa** °: *Nous avons vécu l'événement (signature de l'Accord de cessation des hostilités). Mais une certaine opinion continue d'y mettre des réserves, notamment sur la sinité des Ougandais ainsi que sur l'absence de certains Lendu et de M. Thomas Lubanga. D'après certaines rumeurs, il se préparerait à reprendre la ville de Bunia. Quel est votre commentaire à ce sujet'?*

- **Namanga Ngongi**°: Le fait que nous soyons tous ici, c'est déjà le début du processus! Il y aura toujours des préoccupations et elles sont bien fondées parce que l'Ituri a toujours connu des problèmes. On ne peut les ignorer, mais nous devons compter sur la bonne volonté de tout le monde. Vous avez pu voir vous-mêmes la participation de la population cette cérémonie. Je pense que ce serait aller à l'encontre des aspirations de la population de Bunia et de l'Ituri, si un mouvement cherchait à prendre le pouvoir en mettant en cause tous les efforts déployés en vue d'installer ici une administration représentant tout le monde. Il n'y aura pas une communauté qui ne serait pas représentée. Il ne faudrait donc pas chercher à prendre le pouvoir par les armes. Mais il faudrait aussi encourager tous ceux qui ont toujours eu des réserves, en ce qui concerne le processus, à donner aux autres partenaires l'occasion de prouver leur bonne foi.

Oui, il y a des groupes qui ne sont pas représentés. J'ai maintes fois parlé avec le leader de l'UPC et je l'ai fait encore hier soir. Il n'est pas contre le processus. Il tait dans l'impossibilité d'envoyer des délégués ici cause des problèmes sur la route menant jusqu'ici, alors qu'il voulait bien le faire. Il nous a demandé de lui faire parvenir le document concerné pour examen. Il y a des problèmes aujourd'hui entre lui et l'UPDF parce qu'il subsiste encore quelques combats. Il faudrait aussi que ces combats s'arrêtent. Ce sont des préoccupations à prendre en considération. Mais il ne rejette pas le processus. Je ne pense pas que Thomas Lubanga et son mouvement chercheraient encore à stabiliser la ville de Bunia ou de l'Ituri. Je suis sûr que vous croyez qu'il y aura encore des accrochages sur le terrain entre les différentes communautés. Mais un processus de cessation des hostilités s'est aussi progressif. J'espère que le message va parvenir à tout le monde et que tout le monde va comprendre qu'il est nettement mieux de chercher à se rencontrer pour changer au lieu de faire parler les armes. J'espère que la volonté de la population de l'Ituri de vivre en paix sera respectée.

- **Ugandan Press** : *The problem in Ituri is very close to us and we have been following it closely. And I am going to put a question like this: the factor that brought Ugandan and Rwandan Forces to Congo in 1998 seems to be coming back. Uganda is claiming that it is the presence of anti Uganda rebels in Ituri, which has caused their redeployment in Congo and Rwanda likewise is saying the Interahamwe are in Congo. Now I wanted to know first whether the UN has the mechanism of investigating these allegations and what is going to do possibly*

Secondly: We also have forces which have been struggling in Ituri and in North Kivu. There has been proxy war between Kinshasa and the MLC of J.P. Bemba. Bemba using RCD-National and Kinshasa using Mbusa Nyamwisi to fight. These factors seem to be still there and WC occupies the northern part of the place where we are

and they seem not to be active participants in this process. So what are you going to do to end this proxy war? Because I see the proxy war between Kinshasa and MLC it may not be a lot in Pretoria in the talks but it is down here that it is lot. So what does the UN have in place to resolve such a conflict ?

- **N.NG.:** The problem which justified or used as justification for the presence in Congo of Rwandan and Ugandan you say they are continuing. But you would also realize that there was a breakdown in national authority in Congo. There was no national authority so there was no central organ to ensure the integrity of the borders of Congo. Therefore to also ensure the security of the neighboring countries. But if there is a central administration in Congo, it is the central administration that will assure the security of the Congolese borders which will therefore ensure the security of the Ugandan and the Rwandan borders. That is the process of the Inter Congolese Dialogue. That is what is going on and hopefully it will come to an end soon and there will be a government of transition that will be installed which will be able to address the security needs or the security concerns of both Uganda and Rwanda and also Burundi. So hopefully this will be done quite soon. Without that it will be difficult to envisage that there will be a real control of the territory of the DRC.

I hope that the two countries or neighboring countries do not continue to use these excuses to stage another struggle on the territory of the DRC. I have personally discussed with the authorities of Rwanda and Uganda and encouraged them to use a mechanism that existed which was set up by the mediation of the UK to help both countries discuss their differences especially the mutual accusations on each one country harboring or training dissidents of the other country. So far the mechanism has not been used. I hope it will be used. I assume you realize yourself also there is a Third Party created between the South African President and the UNSG. The 3rd party also created a Verification Mechanism called TPVM which since this last week has now been traveling to Rwanda and Uganda and also here only yesterday to continue the Verification process. They are doing this job in addition to the effort of MONUC and hopefully we will be able to clarify the situation so that the two countries will be at least assured that one party or the other is not using the negative forces within their countries to destabilize them.

As for the proxy wars, that is a matter of course of a serious concern. But the MLC is not directly involved in the problem in Ituri today in the part where we are speaking. The MLC was involved in the problems of Mambasa, way down to Mambasa, Komanda from where they were trying to get to Beni. For that there was an agreement brokered by MONUC on 30th December on which MLC participated and signed and actually the MLC hosted the meeting in Gbadolite.

We are trying of course not to mix too many forces in an agreement that includes here mostly the Iturians. Iturians who are bombarding each other and we do hope that they will be able to work out their differences peacefully within this Ituri Pacification Committee.

- **Antenne A/Kinshasa °:** *Quelle est aujourd'hui l'implication de la MONUC dans le processus de pacification de l'Ituri °?*

- **N.NG.**°: La cérémonie d'hier était organisée par la MONUC avec la participation des partenaires signataires de l'Accord de Luanda. La MONUC assure aussi le secrétariat du processus, au sein du comfit préparatoire et de la Commission de Pacification de l'Ituri. La MONUC a galemment déployé les moyens logistiques pour faire venir ici à Bunia les délégués des différentes parties venus de Kinshasa, Beni, Kisangani et Kampala. Nous sommes en train de faciliter le processus. Nous espérons que cette facilitation est une contribution utile. Il ne revient pas la MONUC d'imposer une solution au problème de l'Ituri, mais elle facilite plutôt le processus. S'il y a une administration locale installée, la MONUC sera en mesure de développer un programme de formation de la police locale. Telle est donc jusqu'à la contribution de la MONUC.

- **BBC:** *Vous aviez dit tout à l'heure que vous étiez en contact avec Thomas Lubanga. Que vous a-t-il exactement dit? Quelle est sa position concernant ce qui se passe à Bunia °?*

- **N.NG.**°: Ce n'est pas l'endroit indiqué pour vous donner le contenu exact de notre conversation. Je vous dis seulement qu'il n'est pas contre le processus. Il a demandé d'avoir accès au document qui a été élaboré et signé par les autres. Ce qu'il cherche aussi, c'est d'avoir une trêve, c'est-à-dire, une cessation des hostilités entre ses forces et celles de l'UPDF. Il n'a pas posé des actes de blocage du processus ni proféré des menaces ni mené des actions hostiles dans la ville de Bunia ou en Ituri. J'espère qu'il va respecter la volonté de la population.

- **French News Agency:** *I want to know if you feel frustrated that UPC did not participate in yesterday's agreement and what is in place as far as MONUC is concerned to bring all these people on board. Because if UPC is not part of this agreement, it looks like the game has been lost because they will go back and fight. What are you going to do about it?*

- **N.NG.**°: Frustrated will be probably too much to say. I would say it would have been nicer, it would have been better if UPC had also participated in the ceremony and signed the agreement. But as you could see there were people who were called for the signature, they were not present and many of them signed after the ceremony and they are still signing. So, we do hope also that UPC will join in this momentum and also sign.

I held talks with Mr. Lubanga. He easily confirmed his participation.

- **Indépendance du Millénaire/Bunia** °: *Quel a été votre plus mauvais souvenir lors de vos multiples missions en Ituri avant le 6 mars, date de la chute de l'UPC °?*

- **N.NG.**°: J'étais venu ici il y a quelques semaines pour encourager une rencontre entre M. Thomas Lubanga et le président Museveni. C'était un accord conclu entre nous pour que je le cherche et le prenne, le 1^{er} février, pour que nous allions ensemble voir le président Museveni. Malheureusement, il n'avait pas pu y aller avec nous. Je pense qu'ils avaient raté l'opportunité de décrier un peu la tension entre l'Ouganda et son mouvement. Je ne peux pas dire que c'est à cause de cela qu'il y a eu des problèmes après parce qu'il y a eu encore une rencontre entre les deux. Je suis revenu encore une autre fois avec le Général Diallo. Il est entré jusque dans la

ville pour le chercher et moi, je suis resté à l'aéroport en train de l'attendre Je crois que c'est du passé et j'espère qu'il y aura plus de coopération. J'ai toujours dit qu'on pouvait avoir des aspirations mais on ne peut satisfaire toutes les aspirations d'une personne ou d'un mouvement. Il faut donc toujours avoir un esprit de compromis. J'espère que nous avons l'opportunité de travailler ensemble avec l'UPC, avec Thomas Lubanga et avec les autres mouvements en Ituri. C'est une grande partie de ces mouvements qui a signé l'Accord de cessation des hostilités. J'espère qu'ils vont tous respecter leur signature.

- Radio-Télévision Nationale Congolaise/Bunia'. Que prévoit la MONUC en ce qui concerne le retrait des troupes rwandaises qui seraient encore en Ituri pour éviter une guerre entre le Rwanda et l'Ouganda en Ituri ?

- **N.NG.** : Les Rwandais avaient retiré leurs troupes de la RDC parce que la MONUC avait compté 20900 hommes de troupes qui ont traversé la frontière. J'étais à Kigali où j'avais vu des troupes arriver. Il y a beaucoup d'accusations sur la présence rwandaise en RDC et surtout dans l'Ituri. Il y a des rumeurs, mais il y a aussi le Mécanisme de Vérification de la Tierce Partie qui est en train de sillonner le Rwanda et l'Ouganda et ses membres sont venus ici aussi pour chercher à vérifier. Moi-même je me suis arrêté à Beni avant de venir ici et pour avoir un peu plus de précisions sur l'éventuelle présence des Rwandais ici. On dit qu'ils sont présents ici.

-

- Nous parlons avec les gens pour qu'ils nous disent où ils sont pour permettre aux agents de la MONUC d'y aller et de vérifier. S'il y a un peu plus de précisions sur les endroits où ils sont, la MONUC va faire un peu plus d'efforts pour y aller. Mais si c'est seulement des informations vagues, ' ° ils sont en Ituri, ils sont dans l'Est de la RDC °', c'est un peu trop général, c'est ce qui gêne le travail de la MONUC.

-

- Nous avons sensibilisé le corps diplomatique à Kinshasa, Kigali, Kampala, New York, y compris le Conseil de Sécurité pour qu'ils demandent tous les pays voisins de la RDC de coopérer pleinement à l'évolution des discussions du processus du Dialogue Intercongolais pour permettre l'installation d'un gouvernement de transition qui pourrait assurer des relations de bon voisinage avec les pays limitrophes.

- Agence Congolaise de Pressé: Je pense que cette fois-ci, il ne s'agit pas d'accusations, mais plutôt de menaces parce que le Rwanda menace d'intervenir en RDC. La MONUC prend-elle au sérieux les menaces du Rwanda'?

Il m'a semblé qu'il y a eu une petite contradiction entre la MONUC et l'Ouganda au sujet du maintien de la sécurité à Bunia. La MONUC avait semblé dire que elle n'avait pas autorisé l'Ouganda à se maintenir au Bunia. Madame la Secrétaire d'Etat ougandaise à la Défense avait bien dit que le Secrétaire Général de l'ONU, avait autorisé l'Ouganda à maintenir ses troupes à Bunia. Maintenez-vous cette contradiction ou bien avez-vous des éclaircissements à donner là -dessus'?

- **N.NG.** : D'abord sur la menace rwandaise : bien sur, la MONUC la prend au sérieux. Je suis entré en contact avec les autorités rwandaises. J'ai longuement parlé avec elles. J'ai effectué , je pense le mois dernier, trois visites à Kigali. Les Rwandais

disent que leur sécurité est menacée, ils prennent des mesures défensives pour défendre leur pays. On ne peut empêcher un pays de prendre des mesures défensives, surtout si ces mesures sont sur son propre territoire! Ils m'ont dit qu'ils n'avaient pas encore franchi la frontière de la RDC. C'est ce qu'ils ont répété à la mission du Mécanisme de Vérification de la Tierce Partie qui était à Kigali il y a deux ou trois jours. S'il c'est vrai qu'ils sont sur leur propre territoire, cela ne pose aucun problème à la RDC ni à la MONUC ni aux Nations Unies. Mais s'ils franchissent la frontière, cela pose de graves problèmes parce que cela va entraîner la reprise de la guerre en RDC. Nous sommes en train de chercher comment mettre fin aux hostilités.

Le Secrétaire Général des Nations Unies a lui-même cherché à parler avec les présidents Kagame, Museveni et Kabila pour les encourager tout faire pour faire baisser la tension. J'espère qu'ils vont suivre le conseil du Secrétaire Général des Nations Unies. Le Conseil de Sécurité demande aux pays à limitrophes de la RDC de donner la chance aux Congolais de mettre en place un gouvernement de transition.

En ce qui concerne les prétendues contradictions parce qu'il n'y en a pas, chacun choisit la partie d'une correspondance - j'avais écrit au Président Museveni pour lui rappeler qu'une force d'occupation avait des responsabilités. On ne peut pas occuper un territoire et ignorer la population. Lorsqu'on occupe un territoire, il y a une population qui vit sur ce territoire. Lorsqu'il y a une armée d'occupation, cette armée doit aussi prendre en considération les besoins sécuritaires de la population locale. Telles sont les conventions qui existent. C'était un rappel. C'était l'Ouganda de s'écarter de se retirer et de laisser la population de Bunia dans le chaos - dans ce cas là, il devait répondre devant le Conseil de Sécurité- ou alors, il devait rester et assurer la sécurité de la population en attendant l'installation d'une administration qui aurait garanti la sécurité de la population. C'était un choix à faire. Ce n'était donc pas une instruction de la MONUC qui demandait qu'il reste ou une instruction des Nations Unies. Non! Il était ici, il n'était pas invité . Il y avait déjà avant qu'il n'arrive en RDC, des conventions déjà signées qui obligent toute force d'occupation assurer à la sécurité de la population locale.

- Radio CANDIP: *En plus des nombreuses victimes, les affrontements ont provoqué des déplacements des populations et une catastrophe humanitaire à Bunia et dans l'Ituri. Que compte faire la MONUC pour faire face à cette situation'?*

- N.NG.°: La situation humanitaire ici est terrible. Je salue les efforts de la communauté humanitaire ici, surtout pour le courage dont elle a fait montre depuis quelques temps pour avoir accès aux populations nécessiteuses. Malheureusement il n'y a pas assez de denrées alimentaires et autres produits non-alimentaires. Mais avec cet effort déjà nous pouvons lancer une campagne auprès de la communauté internationale pour faire en sorte qu'il y ait une réponse adéquate aux besoins humanitaires de la population de l'Ituri. Les hôpitaux et les cliniques ont été pillés. L'accès a été bloqué, quelques agents humanitaires ont été arrêtés puis relâchés il y a quelques jours. Nous espérons qu'avec la pacification, les agents humanitaires auront aussi la possibilité de circuler, pas seulement dans Bunia, mais aussi hors de Bunia pour assister la population. A mon retour à Kinshasa, j'aurai une réunion avec la communauté humanitaire dès demain et je vais lui transmettre les préoccupations

sur la situation humanitaire à Bunia et dans l'Ituri. Dans les prochains jours, le Coordinateur des affaires humanitaires viendra ici faire une appréciation directe de la situation humanitaire en vue de mobiliser les ressources de la communauté internationale.

- Radio Télévision Message de Vie (RTMV)/Bunia °: *Etant donné qu'un accord de cessation des hostilités a été signé, comment faire pour éviter des affrontements entre l'UPC et les communautés Lendu °?*

Ma deuxième question porte sur les six missions effectuées à Bunia. Il y en a eu plus de six et après ces missions, on a toujours assisté à des carnages et nous aimerions que cette fois-ci certaines précautions soient prises avant le retrait de l'UPDF. S'il y a lieu, qu'on installe les forces armées congolaises à Bunia ainsi que la police avant le retrait de l'UPDF de sorte que les FAC travaillent en collaboration avec l'UPDF.

Ma dernière question concerne l'empire Hema-tutsi qui fait parler de lui avec les documents qu'on aurait retrouvés dans l'une des résidences d'un commandant qui était ici et qui parlaient de l'extermination de certaines tribus de l'Ituri et d'ailleurs. La MONUC a-t-elle une idée de cela'?

- N.NG.°: C'est pour éviter les affrontements entre les différentes forces que nous avons organisé la cérémonie d'hier pour encourager tout le monde à y participer, s'engager et signer cet accord. Il faut toujours essayer de donner une chance à la bonne volonté des participants. Nous espérons qu'avec cette participation de la population de Bunia, la présence des attachés militaires des pays membres du Conseil de Sécurité venus de Kinshasa, que votre participation vous en tant que presse, afin de faire connaître cette situation à la communauté internationale, va beaucoup influencer les actions, les attitudes des groupes armés et les convaincre progressivement que le moment est venu de faire la paix. Le processus de pacification va impliquer la présence de toutes les tendances dans la création et l'installation d'une administration locale. Je pense que l'éventualité de voir encore des combats entre les Lendu et l'UPC sera réduite. Je vous l'ai dit, j'ai parlé avec M. Lubanga hier soir. Il s'est engagé dans ce processus. Il a des préoccupations parce qu'il y a encore de petits accrochages entre l'UPDF et ses forces. J'espère que ces problèmes seront résolus pour permettre à l'UPC de participer pleinement au processus et de s'y engager.

En ce qui concerne le retrait de l'UPDF que tout le monde souhaite, il y a beaucoup d'options qui sont à prendre en considération: comment assurer la sécurité avant et après le départ des forces ougandaises. Je ne peux vous donner de précisions aujourd'hui. Mais je peux vous dire que tout le monde réclame que le gouvernement envoie des troupes ici ou que la MONUC envoie des troupes ici ou qu'il y ait une force internationale spécifiquement créée pour l'Ituri. Tout le monde est convaincu qu'au terme du processus de pacification de l'Ituri. Il faut que les Ougandais se retirent. Il faudrait commencer à préparer la force qui va prendre la relève. Mais je ne suis pas en mesure de vous donner des précisions pour l'instant.

Concernant l'empire Hema-tutsi, il faudrait me donner une copie des documents pour que je puisse en prendre connaissance. Je pensais que nous étions déjà à l'époque républicaine et qu'on ne parlait plus des empires (rires). J'aimerais donc avoir une

copie de ces documents. Tout acte envisageant la création d'un Etat monolithique pour éliminer les autres ethnies est contre les conventions internationales. Il faudra tout faire pour distribuer ces documents afin de sensibiliser la communauté internationale sur cet éventuel problème dès le début. S'il y a des gens à engager aller dans cette voie, il faudrait les décourager, les en empêcher et s'assurer que l'Ituri va continuer à exister en tant que zone multiethnique. Nous n'avons pas beaucoup de choix. Je suis africain. Dans nos pays, il y a beaucoup d'ethnies et de tribus. On n'aime pas le voisin, mais on est condamné à vivre ensemble. Il faut que les populations et les leaders qui manipulent les ethnies le comprennent. On ne peut déplacer les ethnies! Il faudrait peut-être élaborer des programmes de formation et de sensibilisation, pas seulement en Ituri, mais partout en RDC et en Afrique.

- **Les Coulisses/Bunia:** *Vous avez sans doute appris que les mines antipersonnel étaient en train de détruire des gens. Quelle est la position de l'ONU ou de la MONUC sur ce drame ? On n'a pas précisé les endroits où elles sont implantées car c'est une région agropastorale où l'on cultive. La population donne un coup de houe ou de pioche et la mine explose. Quelle garantie donnez-vous la population de Bunia pour quelle vague ses occupations agricoles?*

- **N.NG.°:** Le problème des mines nous préoccupent tous. L'utilisation des mines est criminelle, inacceptable. Il y a une grande action au niveau international. Il faut un effort particulier pour assurer le déminage. Il y a ici en RDC une petite unité de l'organisme qui se charge du déminage. Il faudrait que tous les groupes et tous les mouvements qui ont fait usage des mines nous donnent plus de précisions sur l'emplacement des mines. Il faudrait convoquer une réunion de tous les mouvements qui se sont engagés dans des combats pour qu'ils déclarent où ils ont placé ces mines. Il faudrait aussi une équipe ici pour faire une évaluation sur le terrain pour savoir où se trouvent les mines et élaborer un programme de déminage. C'est une communauté agricole et pastorale et il faut que les gens circulent librement dans les champs, sinon on va freiner encore les possibilités des populations de l'Ituri de vivre correctement.